

Brazil (revised)**PREMIERE PARTIE – INFORMATIONS GENERALES ET STATISTIQUES****I. Questions destinées aux États non contractants**

1) Veuillez indiquer les raisons pour lesquelles votre État n'est pas un État contractant à la Convention Notification (sélectionnez autant de réponses que nécessaire) :

[] vos autorités ne voient pas d'intérêt, à l'heure actuelle, à devenir partie à la Convention Notification, compte tenu de l'existence de solutions en droit interne, dans le cadre d'accords bilatéraux ou régionaux, de traités ou d'autres instruments quant à la transmission des actes aux fins de notification à l'étranger, la preuve de la notification à l'étranger et la protection des intérêts des demandeurs et des défendeurs

[] jusqu'à présent, le nombre de litiges transfrontières nécessitant la signification ou notification à l'étranger d'actes judiciaires ou extrajudiciaires est faible et n'a pas nécessité de cadre mondial

[] Il existe dans votre ordre juridique interne des obstacles juridiques empêchant votre État de devenir partie à la Convention – si tel est le cas, veuillez préciser lesquels :

[] Certaines questions spécifiques découlant de la Convention Notification (par ex. les frais, l'absence de délais précis quant à la transmission et l'exécution des demandes de signification ou notification, l'absence de disposition particulière concernant la détermination de la date de la signification ou notification, la nécessité, le cas échéant, de traduire des actes à notifier conformément à l'art. 5(3), etc.) dissuadent votre État de devenir partie à la Convention – veuillez préciser lesquelles :

[] Votre État ne dispose pas des moyens ou ressources nécessaires pour appliquer convenablement la Convention Notification

[] La question de devenir partie à la Convention n'a jamais été examinée en détail

[**X**] Autre raison – veuillez préciser :

La Convention est en train d'être examinée par le Parlement brésilien.

2) Veuillez énumérer tous les accords bilatéraux ou régionaux, les traités ou autres instruments auxquels votre État est Partie et qui contiennent des règles portant sur la transmission des actes à signifier ou notifier à l'étranger, la preuve de la notification et la protection des intérêts des demandeurs et des défendeurs :

a) Convention D'Entraide Judiciaire Internationale en Matière Civile, Commerciale, Administrative et du Travail entre le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil et le Gouvernement de la République de l'Argentine;

b) Convention D'Entraide Judiciaire Internationale concernant la Reconnaissance et l'Exécution de Sentences en Matière Civile entre le Brésil et l'Italie;

c) Convention D'Entraide Judiciaire Internationale en Matière Civile, Commerciale, Administrative et du Travail entre le Brésil et l'Uruguay;

d) Protocole du MERCOSUR D'Entraide Judiciaire Internationale en Matière Civile, Commerciale, Administrative et du Travail;

e) Convention D'Entraide Judiciaire Internationale en Matière Civile entre la République Fédérative du Brésil et la République Française;

f) Accord D'Entraide Judiciaire en Matière Civile entre le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil et le Royaume de l'Espagne;

g) Convention Interaméricaine sur les Commissions Rogatoires.

3) Votre État examine-t-il actuellement la Convention Notification ou envisage-t-il de l'examiner dans l'optique d'en devenir partie dans un futur proche ?

[**X**] OUI – veuillez préciser (état de la procédure dans votre État, etc.) :

La Convention a été transmise au Parlement le 5 mai, 2008.

[] NON

II. Questions destinées aux États contractants

A. « Espace Notification » du site web de la HCCH

- 4) Le Bureau Permanent fournit actuellement, sur l'« Espace Notification » du site web de la HCCH, des informations pratiques pour chaque État contractant. La plupart de ces informations ont été obtenues à partir des réponses au Questionnaire de 2003 accompagnant la version provisoire de la nouvelle édition du Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention Notification (Questionnaire Notification de 2003). Ces informations pratiques, présentées sous forme de tableau, comprennent les renseignements suivants :
- 1) Coordonnées de chacune des Autorités centrales (art. 2 et 18)
 - 2) Autorités expéditrices (art. 3(1))
 - 3) Formes de signification ou notification (art. 5(1) et (2))
 - 4) Exigences de traduction (art. 5(3))
 - 5) Frais d'exécution d'une demande de signification ou notification (art. 12)
 - 6) Délai d'exécution d'une demande
 - 7) Officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents (art. 10 *b*) et *c*)
 - 8) Oppositions et déclarations (art. 21(2), notamment à l'égard des art. 8(2), 10 *a*), *b*) et *c*), 15(2) et 16(3))
 - 9) Voies dérogatoires (accords bilatéraux ou multilatéraux ou loi interne autorisant d'autres voies de transmission) (art. 11, 19, 24 et 25)
 - 10) Liens utiles

Le Bureau Permanent invite votre État à lire attentivement les informations reproduites sur l'« Espace Notification » et à vérifier si l'ensemble des informations contenues dans le tableau comprenant les informations pratiques relatives à votre État sont (toujours) exactes ou s'il est nécessaire de les mettre à jour, de les modifier ou de les compléter. **Les États pour lesquels aucun tableau d'informations pratiques n'est actuellement disponible sur l'« Espace Notification », sont aimablement invités à soumettre ces informations au Bureau Permanent.**

- 5) Votre État considère-t-il que les informations fournies sur l'« Espace Notification » du site web de la HCCH sont :
- [] Très utiles
- [] Utiles – avez-vous des suggestions d'améliorations ?
- [] Inutiles – avez-vous des suggestions d'améliorations ?

B. Coordonnées des Autorités désignées

- 6) Merci de vérifier les coordonnées de / des **Autorité(s) centrale(s)** désignée(s) par votre État (art. 2 et 18(3)) et reproduites sur le site web de la HCCH. Si l'une des informations suivantes manque sur le site, merci de l'indiquer ci-dessous (si l'adresse postale et l'adresse physique sont différentes, veuillez indiquer les deux) :

Nom de l'Autorité :

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

Site web :

Langue(s) de communication :
 Nom de la personne à contacter :

Si votre État est un État fédéral ayant désigné plusieurs Autorités centrales en vertu de l'article 18(3) et que l'une des informations ci-dessus manque pour plus d'une des Autorités centrales désignées, merci de fournir séparément les coordonnées de chacune de ces Autorités centrales (en copiant et collant les rubriques, si nécessaire – veuillez également préciser l'adresse postale et l'adresse physique, si celles-ci sont différentes) :

Nom de l'Autorité :
 Adresse :
 Téléphone :
 Télécopie :
 Courriel :
 Site web :
 Langue(s) de communication :
 Nom de la personne à contacter :

7) Veuillez également vérifier les coordonnées reproduites sur le site web de la HCCH concernant, *s'il y a lieu*, les autorités suivantes dans votre État. Si l'une des informations qui suivent manque, merci de l'indiquer ci-dessous (veuillez indiquer l'adresse postale et l'adresse physique, si celles-ci sont différentes) :

a. **Autres autorités** pouvant être désignées en sus de l'Autorité centrale (art. 18(1)) :

Nom de l'Autorité :
 Adresse :
 Téléphone :
 Télécopie :
 Courriel :
 Site web :
 Langue(s) de communication :
 Nom de la personne à contacter :

b. Une **Autorité** pouvant être désignée pour établir, à la place l'Autorité centrale, l'Attestation conforme à la formule modèle annexée à la Convention Notification (art. 6(1)) :

Nom de l'Autorité :
 Adresse :
 Téléphone :
 Télécopie :
 Courriel :
 Site web :
 Langue(s) de communication :
 Nom de la personne à contacter :

c. **L'Autorité compétente** qui reçoit les actes transmis par les voies diplomatiques ou consulaires indirectes (art. 9(1)) :

Nom de l'Autorité :
 Adresse :
 Téléphone :
 Télécopie :
 Courriel :
 Site web :
 Langue(s) de communication :
 Nom de la personne à contacter :

8) Dans sa Conclusion et Recommandation No 48, la Commission spéciale de 2003 a invité l'ensemble des États à fournir les informations relatives aux autorités

expéditrices (l'autorité ou l'officier ministériel compétents selon la loi de l'État requérant pour transmettre la demande de signification ou de notification à l'Autorité centrale de l'État requis) et leurs compétences afin de les placer sur le site web de la HCCH. Si votre État ne l'a pas encore fait, merci de bien vouloir fournir ci-dessous l'information complète à cet égard (il va sans dire que le Bureau Permanent ne demande pas d'identifier toutes les personnes qui peuvent transmettre une demande de signification ou de notification à l'Autorité centrale de l'État requis, mais plutôt d'identifier toutes les catégories d'autorités, officiers ou professionnels qui peuvent envoyer de telles demandes, comme « les tribunaux », « les huissiers de justice », etc.) :

C. Statistiques

Voie principale de transmission (art. 3)

Demandes de signification ou notification en provenance de l'étranger

- 9) Les questions suivantes portent sur le nombre de demandes de signification ou notification *adressées à votre État* en vertu de la Convention Notification.
- a. Veuillez indiquer dans le tableau suivant le nombre de demandes de signification ou notification en provenance de l'étranger reçues par la / les Autorité(s) centrale(s) de votre État au cours des cinq dernières années, en vertu de la voie principale de transmission. Merci de préciser également, si possible pour chaque année, le(s) pays en provenance duquel (desquels) votre État a reçu le plus de demandes de notification.

2003	2004	2005	2006	2007
Nombre :	Nombre :	Nombre :	Nombre :	Nombre :
État(s) :	État(s) :	État(s) :	État(s) :	État(s) :

- b. Veuillez répertorier la totalité des demandes de signification ou notification reçues en 2007 dans le tableau ci-dessous, en fonction du mode de signification ou notification employé par votre État et indiquer le temps écoulé entre la réception de la demande de notification par la / les Autorité(s) centrale(s) de votre État et l'expédition, par l'autorité compétente de votre État, de l'Attestation, au demandeur dans l'État requérant.

Par exemple, si votre État a exécuté 12 demandes de notification en utilisant la notification à personne et que l'intégralité de la procédure a pris moins de deux mois dans chaque affaire, inscrivez le nombre « 12 » dans la case correspondante. Le nombre total de demandes de notification en provenance de l'étranger que votre État a reçu au cours de l'année passée devrait dès lors être égal à la somme des chiffres apparaissant dans la ligne ci-dessous intitulée « sous-totaux » :

Mode de signification ou notification	Moins de 2 mois	De 2 à 4 mois	De 4 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 12 mois	Retournée non-exécutée (art. 13)	Affaires pendantes
Signification ou notification formelle (art. 5(1) a))							
Signification ou notification selon une forme particulière (art. 5(1) b)) ⁴							
Simple remise (art. 5(2))							
Sous-totaux :							

Demandes de signification ou notification envoyées à l'étranger

10) Les questions suivantes portent sur le nombre de demandes de signification ou notification *envoyées par les autorités expéditrices de votre État* en vertu de la Convention Notification. Il est probable que ces questions requièrent une consultation des (principales) autorités expéditrices de votre État qui ont (peut-être) déjà envoyé des demandes de signification ou notification :

- a. Veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous le nombre de demandes de notification « *sortantes* » que les autorités expéditrices de votre État ont transmises aux Autorités centrales d'autres États parties au cours des cinq dernières années. Si possible, merci d'indiquer également, pour chacune des années listées ci-dessous, le(s) pays au(x)quel(s) votre État a envoyé le plus grand nombre de demandes de notification.

	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre :					
État(s) :					

- b. Veuillez répertorier la totalité des demandes de notification envoyées en 2007 dans le tableau ci-dessous en fonction du mode de notification qui a été utilisé par votre État et indiquer *le temps écoulé* entre l'envoi de la demande de notification par l'autorité expéditrice de votre État et la réception, par le demandeur, de l'Attestation de notification établie dans l'État requis.

Par exemple, si votre État a été informé que six demandes de notification ont été envoyées depuis votre État et que l'intégralité de la procédure a pris moins de deux mois dans chacun des cas, veuillez insérer le chiffre « 6 » dans la case correspondante. Le nombre total de demandes de notification qui, à la connaissance de votre État, ont été envoyées à l'étranger au cours de l'année

⁴ La question 29) b. fournit des explications quant au sens de l'art. 5(1) b) – veuillez remplir le tableau ci-dessous à la lumière de ces explications, indépendamment de votre réponse à la question 29) b. (i).

passée, devrait dès lors être égal à la somme des nombres apparaissant dans la ligne ci-dessous intitulée « sous-totaux » :

Mode de signification ou notification	Moins de 2 mois	De 2 à 4 mois	De 4 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 12 mois	Retournée non-exécutée (art. 13)	Affaires pendantes
Signification ou notification formelle (art. 5(1) a))							
Signification ou notification selon une forme particulière (art. 5(1) b)) ⁵							
Simple remise (art. 5(2))							
Sous-totaux :							

D. Appréciation générale de la Convention Notification

11) Veuillez indiquer ci-dessous l'appréciation de votre État quant au fonctionnement général de la Convention Notification :

- Excellent
 Bon
 Satisfaisant
 Insatisfaisant

Si votre État considère que le fonctionnement général de la Convention Notification est bon, satisfaisant ou insatisfaisant, veuillez indiquer les aspects particuliers de la Convention qui, selon votre État, nécessitent d'être améliorés, ou pour lesquels votre État a rencontré des difficultés. Pour tous les points nécessitant des améliorations, merci d'indiquer également si votre État considère que des solutions pourraient être développées dans des *Conclusions et Recommandations* spécifiques susceptibles d'être adoptées par la prochaine Commission spéciale ou par le biais de commentaires spécifiques dans une nouvelle édition du *Manuel Notification* ou si un *Protocole* à la Convention est nécessaire.

E. Jurisprudence et ouvrages de référence

12) Le Bureau Permanent invite les États parties à fournir des exemplaires de tous guides, instructions ou autres informations pratiques ayant pu être élaborés afin d'assister leurs autorités, judiciaires ou autres, lors de l'envoi ou de l'exécution de demandes de notification en vertu de la Convention Notification.

13) Le Bureau Permanent invite les États parties à lui fournir des copies des décisions

⁵ La question 29) b. fournit des explications quant au sens de l'art. 5(1) b) – veuillez remplir le tableau ci-dessous à la lumière de ces explications, indépendamment de votre réponse à la question 29) b. (i).

rendues postérieurement à la publication du Manuel Notification (ou antérieurement si elles n'ont pas déjà été transmises au Bureau Permanent) et appliquant ou ayant trait à la Convention Notification. Si une décision est écrite dans une autre langue que l'anglais ou le français, un résumé dans l'une de ces deux langues serait apprécié.

- 14) Le Bureau Permanent invite les États parties à lui transmettre une liste de références d'articles ou d'ouvrages en rapport avec la Convention Notification et qui ne figurent pas encore dans la rubrique bibliographie du site web de la HCCH ou du Manuel Notification.
- 15) Le Bureau Permanent invite les États parties à lui transmettre les références et / ou une copie de la législation interne relative à l'application de la Convention Notification sur leur(s) territoire(s) ainsi que toutes références et / ou copies de toutes lois internes portant sur la signification ou notification des actes à l'étranger.
- 16) Le Bureau Permanent invite les États à lui transmettre une liste de tous les autres traités bilatéraux et / ou instruments internationaux auxquels ils sont parties et contenant des règles relatives à la signification ou notification des actes à l'étranger. Les États parties sont notamment invités à identifier les traités qui autorisent la communication directe entre autorités (voir art. 11 *in fine* de la Convention Notification).

F. Manuel Notification

- 17) En 2006, le Bureau Permanent a distribué gracieusement des exemplaires du Manuel Notification aux chefs des délégations présentes lors de la Commission spéciale sur les affaires générales et la politique de la HCCH (désormais « Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence »). Par la suite, le Bureau Permanent a également envoyé, à titre gracieux, des exemplaires du Manuel Notification aux organes nationaux (dans la plupart des cas, ces exemplaires devaient être transmis aux Autorités centrales désignées par leur État), et aux Autorités centrales des États, non membres, contractants à la Convention Notification. Des exemplaires supplémentaires du Manuel Notification peuvent être commandés par le biais de l'« Espace Notification » du site web de la HCCH (< www.hcch.net >). L'(les) Autorité(s) centrale(s) de votre État dispose-t-elle (disposent-elles) d'exemplaires du Manuel Notification ?

NON – pour quelles raisons ?

OUI

- a. L'(les) Autorité(s) centrale(s) de votre État consulte-t-elle (consultent-elles) régulièrement le Manuel Notification lorsqu'elle(s) est (sont) confrontée(s) à des questions relatives au fonctionnement de la Convention Notification ?

OUI

NON – pour quelles raisons ?

- b. L'(les) Autorité(s) centrale(s) de votre État considère-t-elle (considèrent-elles) que le Manuel Notification est :

Très utile

Utile

Inutile

Veillez préciser les aspects particuliers du Manuel Notification qui pourraient être améliorés :

- 18) Les praticiens de votre État (avocats, huissiers de justice, etc.) consultent-ils et se réfèrent-ils également au Manuel Notification ?

OUI

NON

Aucune information disponible à cet égard

- 19) Dans votre État, le Manuel Notification a-t-il été cité ou y a-t-il été fait référence au cours d'instances judiciaires et / ou dans des décisions (le cas échéant, merci de bien vouloir fournir les références et copies des décisions pertinentes) ? Si une décision est écrite dans une autre langue que l'anglais ou le français, un résumé dans l'une de ces deux langues serait apprécié.

OUI – références / commentaires :

NON

DEUXIEME PARTIE – QUESTIONS DE FOND

I. Caractère non obligatoire mais exclusif de la Convention Notification

20) Dans sa Conclusion et Recommandation No 73, la Commission spéciale de 2003 a confirmé à l'unanimité l'opinion selon laquelle la Convention Notification est non obligatoire mais exclusive (voir également le Manuel Notification, para. 24 à 45).

a. Le caractère non obligatoire mais exclusif de la Convention Notification a-t-il soulevé des questions ou difficultés dans votre État, depuis la Commission spéciale de 2003 ?

NON

OUI – veuillez préciser quelles sont ces questions ou difficultés et de quelle manière elles ont été traitées et résolues :

b. La question particulière du caractère non obligatoire mais exclusif de la Convention Notification a-t-elle été abordée dans des instances judiciaires et / ou décisions ?

NON

OUI – dans ce cas, veuillez préciser comment les tribunaux ont traité et / ou se sont prononcés sur cette question (merci de bien vouloir fournir les références et copies des décisions pertinentes ; si une décision est écrite dans une autre langue que l'anglais ou le français, un résumé dans l'une de ces deux langues serait apprécié) :

II. Champ d'application de la Convention Notification

A. Interprétation de l'expression « en matière civile ou commerciale »

21) Dans ses Conclusions et Recommandations Nos 69 à 72, la Commission spéciale de 2003 a appelé à une interprétation large et libérale de l'expression « en matière civile ou commerciale » (art. 1) et a réaffirmé les Conclusions adoptées lors de la Commission spéciale de 1989 sur le champ d'application de la Convention Notification.

a. L'interprétation de l'expression « en matière civile ou commerciale » a-t-elle donné lieu à des difficultés particulières dans votre État (que ce soit en tant qu'État requis ou en tant qu'État requérant) depuis 2003 ?

OUI

(i) Quelles étaient ces difficultés et de quelle façon ont-elles été résolues ?

(ii) Les autorités de votre État ont-elles suivi les Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale de 2003 ?

OUI

NON – pour quelles raisons ?

(iii) Veuillez fournir les éléments et / ou la copie de toute décision pertinente (si ces décisions sont rédigées dans une autre langue

que l'anglais ou le français, un bref résumé dans l'une de ces deux langues serait apprécié) :

NON

- b. L' / Une des Autorité(s) centrale(s) de votre État a-t-elle été en contact direct avec une autorité d'un autre État contractant pour débattre de l'interprétation de cette expression (afin de décider d'exécuter ou non une demande de notification) ?

OUI – veuillez expliquer brièvement les circonstances et modalités de tout échange à ce sujet :

NON – veuillez expliquer les raisons pour lesquelles aucun échange n'a eu lieu à ce sujet :

- 22) Veuillez indiquer (en inscrivant « OUI » ou « NON » dans la case appropriée) les domaines, parmi les suivants, que les autorités de votre État considèrent comme appartenant au champ d'application couvert par l'expression « en matière civile ou commerciale », indépendamment du fait qu'un domaine ait ou non déjà fait l'objet de demandes :

- Faillite ou insolvabilité en général
- Redressement dans le cadre de la législation sur la faillite
- Assurance
- Sécurité sociale
- Emploi
- Fiscalité
- Concurrence et législation *anti-trust*
- Protection des consommateurs
- Réglementation et surveillance des marchés financiers et boursiers (par ex., pour des situations pouvant impliquer des délits d'initiés)
- Produits du crime
- Autres (veuillez préciser) :

- 23) *Cette question s'adresse aux États qui sont également Parties à la Convention Preuves* : votre État interprète-t-il l'expression « en matière civile ou commerciale » de la même manière, que ce soit dans le cadre de la Convention Notification ou dans celui de la Convention Preuves (voir également les questions 17) et 18) du Questionnaire Preuves, Doc. pré-l. No 1 de mai 2008 à l'intention de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions Preuves, Notification, Apostille et Accès à la Justice de La Haye) ?

OUI

NON – veuillez indiquer la / les différence(s) :

B. Interprétation des termes « actes judiciaires et extrajudiciaires »

24) La Convention s'applique tant aux actes judiciaires qu'aux actes extrajudiciaires (art. 1(1) – voir les para. 65 à 70 du Manuel Notification).

a. La notion d'actes extrajudiciaires, dont la signification ou notification à un destinataire peut-être nécessaire, est-elle familière dans le droit interne de votre État ?

NON

OUI

(i) Quels sont les principaux exemples d'actes extrajudiciaires émis dans votre État et qui, en vertu du droit interne de votre État, doivent être signifiés ou notifiés (par ex. consentement à adoption, actes notariés) ?

(ii) Veuillez préciser dans quelles circonstances ces actes extrajudiciaires peuvent devoir être signifiés ou notifiés à l'étranger :

(iii) Qui peut signifier ou notifier ces actes extrajudiciaires ? Veuillez préciser si des personnes privées peuvent notifier des actes extrajudiciaires (voir para. 70 du Manuel Notification).

(iv) Combien d'actes extrajudiciaires votre État a-t-il transmis en 2007, en tant qu'État requérant, à un autre État partie, aux fins de signification ou notification ?

0

1-10

11-20

Plus de 20

b. En 2007, combien d'actes extrajudiciaires ont été reçus, en vertu de la Convention Notification, par l' / les Autorité(s) centrale(s) ou autres autorités ou fonctionnaires compétents de votre État, en tant qu'État requis, aux fins de signification ou notification dans votre État ?

0

1-10

11-20

Plus de 20

(i) Veuillez préciser de quels États les demandes de notification de ces actes extrajudiciaires provenaient :

(ii) Toutes ces demandes ont-elles été exécutées ?

OUI

NON – pour quelles raisons ?

C. Signification ou notification d'actes destinés aux États et aux fonctionnaires

25) Les autorités expéditrices de votre État, en tant qu'État d'origine, ont-elles utilisé l'une des voies de transmission prévues par la Convention Notification en vue d'une signification ou notification d'actes destinés à un État étranger, un chef d'État, une agence gouvernementale, un membre de gouvernement, un agent consulaire ou

diplomatique ou tout autre fonctionnaire agissant pour un État ou une société détenue par un État (voir également la question 39) ?

[] OUI – veuillez indiquer :

- a. quelle(s) voie(s) de transmission est (sont) la (les) plus communément utilisée(s) dans une telle situation :
- b. les État(s) ou fonctionnaires agissant pour cet / ces État(s), pour lesquels de telles demandes de notification ont été transmises :
- c. si la signification ou notification a finalement bien été exécutée et si oui, par quelle méthode :
- d. les difficultés éventuellement rencontrées dans une de ces affaires :

[] NON – le cas échéant, veuillez indiquer la / les méthode(s) de transmission qui a / ont été employée(s), en dehors de la Convention Notification, pour transmettre des demandes de notification à l'encontre d'un État étranger, un chef d'État, une agence gouvernementale, un membre de gouvernement, un agent consulaire ou diplomatique ou tout autre fonctionnaire agissant pour un État ou une société détenue par un État – que la signification ou notification ait ou non été finalement effectuée. Si la signification ou notification a finalement bien été effectuée, veuillez également préciser selon quelle méthode :

26) L' / Les Autorité(s) centrale(s) ou autres autorités et fonctionnaires de votre État, en tant qu'État de destination, ont-ils reçu des demandes de signification ou notification d'actes destinés à votre État, un chef d'État, une agence gouvernementale, un membre de gouvernement, un agent consulaire ou diplomatique ou tout autre fonctionnaire agissant pour votre État ou une société détenue par votre État ?

[] OUI – veuillez indiquer :

- a. quelle(s) voie(s) de transmission est (sont) la (les) plus communément utilisée(s) dans une telle situation :
- b. de quel(s) État(s) ou agents représentant cet État provenaient les demandes de notification reçues :
- c. si la signification ou notification a finalement bien été exécutée à l'issue de telles demandes de notification et si oui, par quelle méthode :
- d. les difficultés éventuellement rencontrées dans une de ces affaires :

[] NON – le cas échéant, veuillez indiquer la / les méthode(s) de transmission qui a / ont été employée(s), en dehors de la Convention Notification, par d'autres États pour transmettre des demandes de signification ou de notification à l'encontre de votre État, chef d'État, une agence gouvernementale, un membre de gouvernement, un agent consulaire ou diplomatique ou tout autre fonctionnaire agissant pour votre État ou une société détenue par votre État – que la signification ou notification ait ou non

été finalement effectuée. Lorsque la signification ou notification a bien été effectuée, veuillez également préciser par quelle méthode :

III. La voie de transmission principale

A. Autorité expéditrice (art. 3)

27) Dans sa Conclusion et Recommandation No 49, la Commission spéciale de 2003 a recommandé qu'en cas de doute sur la compétence de l'autorité expéditrice, les autorités de l'État requis devraient plutôt que de rejeter la demande de signification ou notification, rechercher une confirmation de cette compétence, soit en consultant le site web de la HCCH, soit en engageant des contacts informels, y compris par courriel.

Votre État a-t-il rencontré, en tant qu'État requis, des difficultés pour déterminer si une autorité expéditrice donnée était effectivement une autorité expéditrice compétente en vertu de la loi de l'État requérant ?

NON

OUI – veuillez préciser si les autorités de votre État ont suivi la Conclusion et Recommandation No 49 de la Commission spéciale de 2003 :

OUI

NON – pour quelles raisons ?

28) La Convention Notification ne précise pas comment les demandes de signification ou notification doivent être transmises par l'autorité expéditrice de l'État requérant à l'Autorité centrale de l'État requis concernée.

a. Les autorités expéditrices de votre État utilisent-elles le service postal officiel de votre État pour transmettre la plupart de leurs demandes de signification ou notification à l'étranger ?

OUI

NON

b. Les autorités expéditrices de votre État utilisent-elles également des services de courrier privés pour transmettre les demandes de signification ou notification à l'étranger ?

OUI – veuillez préciser dans quelles circonstances elles utilisent les services de courrier privés :

NON – veuillez expliquer pourquoi :

c. Les demandes de signification ou notification transmises via un service de courrier privé sont-elles acceptées par l' / les Autorité(s) centrale(s) de votre État, en tant qu'État requis ?

OUI

NON – pour quelles raisons ?

Voir également la question 33) concernant l'utilisation des technologies modernes, notamment les sous-questions b. et c.

B. Formes de signification et notification (art. 5)

29) Veuillez compléter :

a. Signification ou notification formelle (art. 5(1) a))

(i) Veuillez décrire les formes de signification ou notification prescrites par la législation interne de votre État pour exécuter la signification ou notification formelle d'actes destinés à des personnes se trouvant sur le territoire de votre État (art. 5(1) a)) :

(ii) Veuillez indiquer les méthodes généralement utilisées par votre État en cas de demande de signification ou notification en vertu de l'article 5(1) a) et en l'absence de préférence exprimée quant à la façon d'exécuter la signification ou notification (par ex. signification ou notification à personne, par poste, etc. Voir également les questions 29) c. (ii) et (iii) ci-dessous). Veuillez également indiquer les motifs justifiant le choix de votre État :

b. Signification ou notification selon une forme particulière (art. 5(1) b))

Selon l'article 5(1) b), la signification ou notification peut être effectuée selon une forme particulière demandée par le requérant, à moins qu'une telle méthode ne soit incompatible avec la loi de l'État requis (les demandes visant à utiliser une méthode particulière sont relativement rares en pratique, voir para. 132 du Manuel Notification). L'objet de cette disposition est de permettre des demandes visant à procéder, dans l'État requis, à une forme de signification ou notification particulière, *prévue par la loi de l'État requérant*, de manière à ce que les conditions de validité de la notification de l'État requis soient remplies. Cependant, il semble que des autorités expéditrices tendent à exiger de façon systématique que leurs demandes de signification ou notification soient exécutées en vertu de l'article 5(1) b), y compris dans des cas où la signification ou notification recherchée est une forme de notification reconnue en vertu du droit de l'État requis (telle que la notification à personne). Le Bureau Permanent estime qu'une telle pratique n'est pas correcte et qu'une telle demande devrait plutôt être fondée sur l'article 5(1) a).

(i) Votre État approuve-t-il l'opinion du Bureau Permanent selon laquelle une demande de notification observant les formes reconnues par la loi de l'État requis (telle qu'une notification à personne) devrait être formulée et exécutée en vertu de l'article 5(1) a) et que l'article 5(1) b) poursuit un autre objectif ?

OUI

NON – veuillez en expliquer les raisons :

(ii) Le cas échéant, veuillez décrire les formes particulières de notification demandées par vos autorités expéditrices en vertu de l'article 5(1) b) et indiquer si ces formes particulières ont effectivement été suivies pour exécuter la notification :

(iii) Le cas échéant, veuillez décrire les formes particulières de notification que votre État s'est vu demandé d'utiliser pour effectuer des notifications en vertu de l'article 5(1) b) ; veuillez indiquer si ces formes particulières ont effectivement été utilisées pour exécuter la notification :

c. Simple remise (art. 5(2))

- (i) La législation de votre État prévoit-elle la simple remise d'actes (compris comme étant un mode de notification selon lequel les actes à notifier sont remis au destinataire qui les accepte volontairement) ?

OUI – veuillez décrire la façon dont il est procédé à la notification d'actes par simple remise dans votre État (art. 5(2)) :

NON

- (ii) En pratique, votre État procède-t-il systématiquement à une notification par simple remise lorsqu'aucune forme particulière de notification n'a été demandée en vertu de l'article 5(1) *a*) ou *b*) ?

OUI

NON

- (iii) En pratique, votre État procède-t-il systématiquement à une signification ou notification *formelle* lorsque la tentative de simple remise a échoué ?

OUI – veuillez préciser si votre État exige que certaines conditions supplémentaires soient remplies avant de procéder à la notification formelle (par ex., une traduction) :

NON

C. Exigences de traduction (art. 5(3))

30) Veuillez indiquer si votre État, en tant qu'État requis, impose des conditions de langues ou de traduction pour les actes à notifier dans votre État en vertu de l'article 5(1) (voir les Conclusions et Recommandations Nos 67 et 68 de la Commission spéciale de 2003) :

NON – aucune exigence

OUI – veuillez indiquer quelles sont ces exigences pour chacun des cas suivants :

a. Signification ou notification formelle (art. 5(1) a)) :

Dans l'hypothèse où l' / une Autorité centrale de votre État, en tant qu'État requis, est en mesure de contrôler le contenu et la nature de la demande de notification grâce à la partie « Éléments essentiels » de la formule modèle et où il apparaît que le destinataire comprend la langue dans laquelle l'acte à notifier est rédigé – votre État persisterait-il, en vertu de l'article 5(1) a), à demander que l'acte soit traduit dans une autre langue (c-à-d. l'une des langues officielles de votre État) ?

OUI – veuillez indiquer pourquoi :

NON

b. Forme particulière demandée par le requérant (art. 5(1) b)) :

Dans l'hypothèse où l' / une Autorité centrale de votre État, en tant qu'État requis, est en mesure de contrôler le contenu et la nature de la demande de notification grâce à la partie « Éléments essentiels » de la formule modèle et où il apparaît que le destinataire comprend couramment la langue dans laquelle l'acte à notifier est rédigé – votre État persisterait-il, en vertu de l'article 5(1) b), à demander que l'acte soit traduit dans une autre langue (c-à-d. l'une des langues officielles de votre État) ?

OUI – veuillez indiquer pourquoi :

NON

c. Simple remise (art. 5(2)) :

AUCUNE exigence de traduction pour la simple remise

31) La Convention Notification ne contient aucune précision quant à la façon de procéder à la traduction des actes à notifier en vertu de l'article 5(1), ni ne précise qui devrait procéder à ces traductions. Selon votre État, quelle loi s'applique à ces questions ?

La loi interne de l'État requérant

La loi interne de l'État requis

Les deux

Si besoin, veuillez préciser / commenter :

D. Frais (art. 12)

32) Veuillez indiquer les frais encourus (s'il y en a) en vertu du droit de votre État (en tant qu'État requis) pour chacun des modes de notification suivants, conformément aux articles 5 et 12 :

a. Signification ou notification formelle (art. 5(1) a)) :

(i) Qui doit s'acquitter de ces frais ?

Votre État (État requis)

Le requérant / l'autorité expéditrice / l'État requérant – veuillez préciser si le paiement par avance des frais est exigé préalablement à l'exécution de la signification ou notification dans votre État, en tant qu'État requis. En outre, merci de préciser les modalités de paiement (auprès de qui les frais doivent-ils être acquittés (Autorité compétente concernée de votre État, officier judiciaire, autre personne etc.), et par quels moyens (virements bancaires électroniques, chèques, etc.) :

b. Forme particulière demandée par le requérant (art. 5(1) b)) :

(i) Qui doit s'acquitter de ces frais ?

Votre État (État requis)

Le requérant / l'autorité expéditrice / l'État requérant – veuillez préciser si le paiement par avance des frais est exigé préalablement à l'exécution de la signification ou notification dans votre État, en tant qu'État requis. En outre, merci de préciser les modalités de paiement (auprès de qui les frais doivent-ils être acquittés (Autorité compétente concernée de votre État, officier judiciaire, autre personne etc.), et par quels moyens (virements bancaires électroniques, chèques, etc.) :

c. Simple remise (art. 5(2)) :

(i) Qui doit s'acquitter de ces frais ?

Votre État (État requis)

Le requérant / l'autorité expéditrice / l'État requérant – veuillez préciser si le paiement par avance des frais est exigé préalablement à l'exécution de la signification ou notification dans votre État, en tant qu'État requis. En outre, merci de préciser les modalités de paiement (auprès de qui les frais doivent-ils être acquittés (Autorité compétente concernée de votre État, officier judiciaire, autre personne etc.), et par quels moyens (virements bancaires électroniques, chèques, etc.) :

E. Technologies modernes

33) Dans ses Conclusions et Recommandations Nos 60 à 62, la Commission spéciale de 2003 a indiqué que les termes de la Convention Notification n'empêchent ni n'imposent l'utilisation des technologies modernes en vue d'améliorer davantage le

fonctionnement de la Convention et que les États parties devraient explorer toutes les voies permettant de recourir aux technologies modernes. Dans la Conclusion et Recommandation No 63, diverses étapes, pour lesquelles les technologies modernes peuvent être explorées et utilisées, ont été identifiées : les communications entre une partie requérante et une autorité expéditrice, les communications entre une autorité expéditrice et une Autorité centrale dans un État requis, et la transmission de l'Attestation d'exécution par l'Autorité centrale ou l'autorité désignée à cette fin (art. 6). À la lumière de ces Conclusions et dans le contexte de la voie de transmission principale, veuillez répondre aux questions suivantes (voir également la troisième partie, chapitre II. C., ci-dessous) :

- a. La loi de votre État, en tant qu'État requérant, autorise-t-elle la transmission d'actes *d'une partie requérante à une autorité expéditrice* par télécopie, courriel ou autre technologie analogue ?
- [] OUI – veuillez préciser quelles technologies sont utilisées en pratique (par ex., transmission (sécurisée ou non) par télécopie ou courriel) ainsi que les conditions requises par la loi de votre État (par ex., le recueil des consentements de toutes ou de certaines des autorités ou parties impliquées etc.).
- [] NON – veuillez expliquer / préciser :
- b. La loi de votre État, en tant qu'État requérant, autorise-t-elle la transmission d'actes *d'une autorité expéditrice à une Autorité centrale d'un État requis* par télécopie, courriel ou autre technologie analogue ?
- [] OUI – veuillez préciser quelles technologies sont utilisées en pratique (par ex., transmission (sécurisée ou non) par télécopie ou courriel) ainsi que les conditions requises par la loi de votre État (par ex., le recueil des consentements de toutes ou de certaines des autorités ou parties impliquées, la confirmation des conditions et / ou moyens de l'Autorité centrale de l'État requis à cet égard, etc.).
- [] NON – veuillez expliquer / préciser :
- c. La loi de votre État, en tant qu'État requis, autorise-t-elle la *réception par votre (ou l'une de vos) Autorité(s) centrale(s) d'actes en provenance d'une autorité expéditrice à l'étranger*, par télécopie, courriel ou autre technologie analogue ?
- [] OUI – veuillez préciser quelles technologies sont utilisées en pratique (par ex., transmission (sécurisée ou non) par télécopie ou courriel) ainsi que les conditions requises par la loi de votre État (par ex., le recueil des consentements de toutes ou de certaines des autorités ou parties impliquées, etc., avant de pouvoir accepter de tels actes aux fins de signification ou notification).
- [] NON – veuillez expliquer / préciser :
- d. La loi de votre État, en tant qu'État requis, autorise-t-elle que *l'Attestation d'exécution soit transmise* au requérant par l'Autorité centrale concernée de votre État ou l'autorité désignée à cette fin en vertu de l'article 6, par télécopie, courriel ou autre technologie analogue ?
- [] OUI – veuillez préciser quelles technologies sont utilisées en pratique (par ex., transmission (sécurisée ou non) par télécopie ou courriel) ainsi que les conditions requises par la loi de votre État (par ex., le recueil des

consentements de toutes ou de certaines des autorités ou parties impliquées, etc., avant de pouvoir transmettre l'attestation d'exécution) :

NON – veuillez expliquer / préciser :

- e. La loi de votre État, en tant qu'État requérant, accepte-t-elle que l'attestation d'exécution soit transmise par l'État requis par télécopie, courriel ou autre technologie analogue ?

OUI – veuillez préciser quelles technologies sont utilisées en pratique (par ex., transmission (sécurisée ou non) par télécopie ou courriel) ainsi que les conditions requises par la loi de votre État (par ex., le recueil des consentements de toutes ou de certaines des autorités ou parties impliquées, etc., avant de pouvoir recevoir l'attestation d'exécution) :

NON – veuillez expliquer / préciser :

IV. Les voies alternatives de transmission (art. 8, 9, 10)

A. Exigences de traduction

- 34) Dans sa Conclusion et Recommandation No 65, la Commission spéciale de 2003 a reconnu que si aucune traduction n'est exigée, en vertu de la Convention Notification, pour les actes transmis en vertu d'une voie alternative de transmission, dans des cas isolés, des exigences de traduction sont parfois imposées par le droit interne des États. La loi interne de votre État exige-t-elle la traduction d'actes transmis par le biais d'une voie alternative de transmission aux fins de signification ou notification ?

NON

OUI – veuillez fournir au Bureau Permanent toute information utile relative à ces exigences juridiques internes et indiquer à quelle voie alternative ces exigences s'appliquent. Si cette information est rédigée dans une autre langue que l'anglais ou le français, une traduction dans l'une de ces deux langues serait appréciée :

B. Formulaire modèle

- 35) La Quatorzième session de la HCCH (réunie en 1980) a recommandé que la partie de la formule modèle qui contient les « Éléments essentiels » accompagnée de la note d'« avertissement », soit utilisée, non seulement lors de la transmission par la voie principale mais également lors de la transmission par les voies alternatives prévues par la Convention Notification (la Recommandation et le Rapport l'accompagnant, établi par Gustaf Möller, sont disponibles sur l'« Espace Notification » du site web de la HCCH (< www.hcch.net >)). Veuillez indiquer si les autorités expéditrices de votre État envoient systématiquement les « Éléments essentiels », accompagnés de la note d'« avertissement » lorsque des demandes de notification sont envoyées à l'étranger par le biais d'une voie alternative de transmission.

OUI

NON – pour quelles raisons ?

36) Le Bureau Permanent approuve et encourage la pratique qui consiste, dans certains États, à renvoyer l'Attestation au requérant même dans les cas où la transmission de la demande de notification a été effectuée via une voie de transmission alternative prévue à l'article 10 *b)* et *c)* (voir le para. 119 du Manuel Notification). Cette pratique pourrait même être étendue à l'article 10 *a)*, en fonction du service de courrier postal utilisé dans l'État de destination. L'utilisation de la partie « Attestation » de la formule modèle et sa transmission au requérant dans l'État d'origine lorsque la transmission de la demande de notification a été effectuée en vertu d'une des voies alternatives prévues à l'article 10 *a)*, *b)* et *c)*, constitue-t-elle une pratique en vigueur au sein de votre État, en tant qu'État de destination ?

OUI, l'Attestation est transmise au requérant dans les cas où la transmission de la demande de notification a été effectuée en vertu de l'article 10 *a)* – merci de bien vouloir fournir des détails supplémentaires :

OUI, l'Attestation est transmise au requérant dans les cas où la transmission de la demande de notification a été effectuée en vertu de l'article 10 *b)* et / ou *c)* – merci de bien vouloir fournir des détails supplémentaires ; par ex., quelles catégories de ou quels officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents se conforment à cette pratique :

NON

C. Voies consulaires et diplomatiques

Article 8 – Voies directes

37) Au cours de ces cinq dernières années, les agents diplomatiques et consulaires de votre État ont-ils été sollicités pour procéder à la notification d'actes judiciaires directement à des personnes à l'étranger conformément à l'article 8(1) ?

NON – pour quelles raisons ?

OUI – veuillez préciser :

a. combien de fois vos agents diplomatiques et consulaires à l'étranger ont été sollicités pour procéder à une notification directe conformément à l'article 8(1) :

b. dans quels États ces agents diplomatiques et consulaires étaient en fonction :

c. le délai moyen qui s'est écoulé entre la transmission des actes à notifier et l'exécution de la notification :

d. si votre État considère cette voie de transmission comme étant efficace et utile :

OUI

NON – pour quelles raisons ?

- e. s'il y a eu des cas dans lesquels la tentative des agents diplomatiques et consulaires de votre État de procéder à une notification d'actes judiciaires à l'égard d'une personne à l'étranger, a échoué en raison du fait que le destinataire n'a pas accepté volontairement la remise de l'acte :

OUI – veuillez indiquer comment cette difficulté a été résolue :

NON

- f. si la transmission des actes judiciaires aux agents diplomatiques et consulaires de votre État, basés à l'étranger, ou la notification effective de ces actes judiciaires au destinataire, ont été effectuées par voie électronique (par ex. télécopie ou courriel) :
- [] OUI
- [] NON – pour quelles raisons ?

Article 9 – Voies indirectes

38) Au cours des cinq dernières années, votre État a-t-il utilisé les voies consulaires pour transmettre des actes, aux fins de signification ou notification, aux autorités d'un autre État contractant désignées par lui à cette fin conformément à l'article 9(1) ?

[] NON – pour quelles raisons ?

[] OUI – veuillez préciser :

- a. combien de fois cette voie de transmission a-t-elle été utilisée au cours des cinq dernières années :
- b. dans quels États ces agents diplomatiques et consulaires étaient-ils en fonction :
- c. le délai moyen qui s'est écoulé entre la première transmission des actes à notifier et l'exécution de la notification :
- d. si votre État considère cette voie de transmission comme étant efficace et utile :
- [] OUI
- [] NON – pour quelles raisons ?

39) Par le passé, des « circonstances exceptionnelles » selon l'article 9(2) ont-elles justifié que votre État recoure aux voies diplomatiques pour transmettre des actes dans un autre État partie aux fins de signification ou notification ?

[] NON

[] OUI – veuillez décrire les circonstances exceptionnelles qui ont justifié l'utilisation des voies diplomatiques pour transmettre des actes dans un autre État partie aux fins de signification ou notification. En particulier, est-ce que certaines de ces circonstances exceptionnelles avaient trait à la notification d'une plainte destinée à un État étranger, un chef d'État, une agence gouvernementale, un agent diplomatique ou consulaire ou tout autre fonctionnaire agissant pour un État ou une société détenue par l'État (voir le para. 193 du Manuel Notification) :

40) Des moyens électroniques (par ex. télécopie ou courriel) ont-il été utilisés pour des transmissions d'actes à des agents diplomatiques ou consulaires de votre État, situés à l'étranger, aux fins de signification ou notification dans l'État où ils se trouvent ou pour la notification elle-même de ces actes au destinataire ?

[] OUI

[] NON – pour quelles raisons ?

D. Article 10 a) – Voie postale

41) Si votre État s'est opposé à « la faculté d'adresser directement, par la voie de la poste, des actes judiciaires aux personnes se trouvant à l'étranger » (art. 10 a)), merci de bien vouloir préciser :

- a. le(s) motif(s) de cette opposition
- b. si votre État utilise cette voie de transmission pour envoyer des actes judiciaires à l'étranger aux fins de notification bien qu'il ait déposé une déclaration d'opposition en vertu de l'article 10 a) (voir les para. 206 à 210 du Manuel Notification) :

NON

OUI – veuillez expliquer :

Veuillez vous rendre directement à la question 45).

42) L'interprétation et l'application de l'article 10 a) ont-elles engendré des difficultés dans votre État ?

OUI – veuillez préciser / commenter :

NON

43) Éventuellement, disposez-vous d'informations quant à la fréquence d'utilisation de la voie postale par des parties dans votre État pour envoyer des actes judiciaires aux fins de notification à des personnes à l'étranger :

44) Dans sa Conclusion et Recommandation No 56, la Commission spéciale de 2003 a conclu que, pour les besoins de l'article 10 a), le recours à des services postaux privés équivaut au recours à la voie postale en vertu de la Convention Notification.

- a. La loi de votre État, en tant qu'État d'origine, autorise-t-elle l'utilisation des services postaux privés en vertu de l'article 10 a) ; en d'autres termes, les actes judiciaires sont-ils envoyés pour notification à l'étranger depuis votre État via des services postaux privés ?

OUI

NON – pour quelles raisons ?

- b. La loi de votre État, en tant qu'État de destination, autorise-t-elle l'utilisation des services postaux privés en vertu de l'article 10 a) ; en d'autres termes, les actes judiciaires sont-ils reçus en provenance de l'étranger et notifiés dans votre État, via des services postaux privés ?

OUI

NON – pour quelles raisons ?

E. Article 10 b) – Officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents

45) Si votre État s'est opposé « à la faculté, pour les officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents de l'État d'origine, de faire procéder à des significations ou notifications d'actes judiciaires directement par les soins des officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents de l'État de destination » (art. 10 b)), veuillez indiquer le(s) motif(s) qui a (ont) motivé cette

opposition :

En cas d'opposition par votre État, veuillez vous rendre directement à la question 47).

- 46) Dans la mesure où votre État ne s'est pas opposé à l'application de l'article 10 b), et que la loi de votre État autorise sans doute les significations ou notifications d'actes par le biais d'« officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents », veuillez répondre aux questions suivantes :
- a. Parmi les catégories de personnes suivantes, lesquelles seraient considérées comme étant des « officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents », en vertu de la loi de votre État (veuillez cocher la (les) case(s) correspondante(s)) ? Veuillez également indiquer si ces catégories diffèrent selon que votre État est un État d'origine ou un État de destination :
 - Avocats ou *solicitors*
 - Bailiffs*
 - Huissiers de justice
 - Agents de notification (*process servers*)
 - Personnel judiciaire
 - Notaires
 - Membres du pouvoir exécutif
 - Autres – veuillez préciser
 - b. Comment cette voie de transmission fonctionne-t-elle en pratique – en particulier, les (des) officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents visés ci-dessus envoient-ils (ou reçoivent-ils) des actes judiciaires *directement* à (ou de) leurs homologues à l'étranger, ou doivent-ils utiliser d'autres voies ? Veuillez également indiquer si ces voies diffèrent selon que votre État est l'État d'origine ou l'État de destination.
 - c. Existe-t-il des frais liés à l'utilisation de cette voie de transmission alternative, soit au stade de l'envoi, soit au stade de la réception des actes judiciaires ?
 - d. Quelle est la fréquence d'utilisation de cette voie de transmission dans votre État (soit en tant qu'État d'origine, soit en tant qu'État de destination) ?
 - e. Des transmissions entre officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents peuvent-elles être effectuées par voie électronique (par ex. télécopie ou courriel) ?
 - OUI
 - NON – pour quelles raisons ?

F. Article 10 c) – Personnes intéressées

- 47) Si votre État s'est opposé « à la faculté, pour toute personne intéressée à une instance judiciaire, de faire procéder à des significations ou notifications d'actes judiciaires directement par les soins des officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents de l'État de destination » (art. 10 c)), veuillez indiquer le(s) motif(s) de cette opposition :

En cas d'opposition de votre État, veuillez vous rendre directement à la question 49).

48) Dans la mesure où votre État ne s'est pas opposé à l'application de l'article 10 c), veuillez répondre aux questions suivantes :

- a. Parmi les catégories de personnes suivantes, lesquelles seraient considérées comme étant « toute personne intéressée à une instance judiciaire » selon la loi de votre État ? Veuillez cocher les cases correspondantes :
- Avocats ou *solicitors*
 - Bailiffs*
 - Huissiers de justice
 - Agents de notification (*process servers*)
 - Personnel judiciaire
 - Notaires
 - Membres du pouvoir exécutif
 - Autres – veuillez préciser
- b. Comment cette voie de transmission fonctionne-t-elle en pratique – en particulier, toute personne intéressée à une instance judiciaire peut-elle envoyer des actes judiciaires *directement* à des officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents de l'État de destination, ou doit-elle utiliser une autre voie ?
- c. Existe-t-il des frais liés à l'utilisation de cette voie de transmission alternative, soit au stade de l'envoi, soit au stade de la réception des actes judiciaires ?
- d. Quelle est la fréquence d'utilisation de cette voie de transmission dans votre État (soit en tant qu'État d'origine, soit en tant qu'État de destination) ?
- e. La transmission entre une personne intéressée à une instance judiciaire et l'officier ministériel, le fonctionnaire ou une autre personne compétents peut-elle être effectuée par voie électronique (par ex. télécopie ou courriel) :
- OUI
 - NON – pour quelles raisons ?

V. Refus définitif d'exécuter la demande (art. 13)

49) En vertu de l'article 13 de la Convention Notification, un État requis peut refuser d'exécuter une demande de signification ou notification lorsque cette exécution porterait atteinte à « sa souveraineté ou à sa sécurité ».

- a. Au cours des cinq dernières années, votre État, en tant qu'État requis, a-t-il refusé d'exécuter une demande de signification ou notification en vertu de l'article 13 ?
- OUI – veuillez préciser les motifs ayant justifié le refus d'exécution par votre État. Merci de bien vouloir également indiquer toute jurisprudence portant sur cette question :

 - NON

- b. Au cours des cinq dernières années, votre État a-t-il eu connaissance de cas où une (des) demande(s) de signification ou notification transmise(s) à l'étranger depuis votre État a (ont) été refusée(s) par un État requis en vertu de l'article 13 ?

OUI – veuillez préciser les motifs ayant justifié le refus d'exécution de la / des demande(s) de signification ou notification :

NON

VI. Protection des intérêts du demandeur et du défendeur (art. 15 et 16)

- 50) Lorsqu'un acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été transmis à l'étranger aux fins de signification ou notification, sur le fondement de la Convention Notification, et que le défendeur ne comparait pas, l'article 15(1) oblige les États à surseoir à statuer tant que certaines exigences n'ont pas été satisfaites. Néanmoins, sous réserve des déclarations faites par les États à cet égard, un juge peut statuer si certaines conditions visées à l'article 15(2) sont remplies. L'une de ces conditions est visée à l'article 15(2) c) selon lequel « nonobstant toutes diligences utiles auprès des autorités compétentes de l'État requis, *aucune* attestation n'a pu être obtenue » [nous soulignons]. Merci de bien vouloir nous faire part de vos commentaires quant à l'interprétation retenue dans votre État concernant l'expression « *aucune* attestation ». En particulier, votre État, en tant qu'État requérant, considère-t-il que l'obtention d'une attestation indiquant qu'*aucune notification* n'a été effectuée, pourrait néanmoins déclencher l'application de l'article 15(2) ?

OUI, l'obtention d'une attestation indiquant qu'aucune notification n'a été effectuée peut déclencher l'application de l'article 15(2) (si toutes les autres conditions sont remplies).

NON, l'obtention d'une attestation indiquant qu'aucune notification n'a été effectuée ne peut permettre l'application de l'article 15(2) – veuillez expliquer pourquoi :

- 51) Si un État requérant a fait une déclaration conformément à l'article 15(2), qu'il considère que toutes les conditions de l'article 15(2) ont été remplies et qu'il rend par conséquent une décision par défaut, votre État, en tant qu'État requis, reconnaîtrait-il et exécuterait-il la décision en résultant dans ces circonstances (en supposant que toutes les autres conditions pour la reconnaissance et l'exécution de la décision sont remplies) ?

OUI

NON – veuillez indiquer les motifs qui justifieraient un refus par votre État d'exécuter une telle décision :

- 52) Si votre État n'a pas fait de déclaration en vertu de l'article 15(2), merci de bien vouloir indiquer :

a. pourquoi votre État n'a pas fait une telle déclaration :

b. si votre État considère actuellement la possibilité de faire une telle déclaration :

- 53) Dans le cas où votre État n'a pas fait de déclaration en vertu de l'article 15(2), quelles seraient les actions entreprises par un juge dans votre État (en tant qu'État requérant) si votre État n'a pas reçu d'attestation de notification et que le défendeur ne comparait pas ? Par exemple, la loi de votre État permet-elle à un juge de prononcer une décision par défaut, malgré l'absence de déclaration faite en vertu de l'article 15(2) ? Sur quels fondements le juge statuerait-il ? Les options offertes au juge seraient-elles différentes s'il s'avérait que la notification a effectivement été réalisée ?

[] Sans objet (mon État a fait une déclaration en vertu de l'art. 15(2))

- 54) Si votre État n'a pas fait de déclaration en vertu de l'article 16(3), merci de bien vouloir indiquer :
- a. pourquoi votre État n'a pas fait une telle déclaration :
 - b. si votre État considère actuellement la possibilité de faire une telle déclaration :

VII. Date de la notification

- 55) La Convention Notification ne comprend pas de disposition déterminant la date de la signification ou notification (c-à-d. le moment précis auquel les actes ont effectivement été notifiés ou sont présumés avoir été notifiés). Par conséquent, il revient à la loi interne de l'État (ou des États) impliqué(s) de déterminer la date de la notification.
- a. Comment la date de la notification des actes est-elle déterminée dans votre État :
 - (i) en cas d'exécution d'une demande de notification transmise en vertu de la voie de transmission principale (veuillez également préciser si votre État tient compte de la date indiquée sous le point 1 de l'Attestation pour déterminer la date effective de la notification) ?
 - (ii) lorsqu'une des voies de transmission alternatives a été utilisée ?
 - b. Lorsque la loi de votre État exige que les actes soient notifiés dans un certain délai, la loi de votre État prévoit-elle des moyens efficaces pour protéger les intérêts du demandeur lorsque les actes doivent être notifiés à l'étranger et qu'ils sont dès lors soumis au bon fonctionnement des autorités ou professionnels à l'étranger (par ex., la loi de votre État prévoit-elle des prolongations de délais de notification ou bien des dates fictives de notification se fondant sur le moment où les actes sont envoyés ou prêts à être envoyés à l'étranger, etc. ; voir la Conclusion et Recommandation No 75 de la Commission spéciale de 2003) ?

[] OUI – veuillez préciser :

[] NON

- c. L'absence, dans la Convention, d'une règle explicite quant à la date de la notification a-t-elle engendré des difficultés pratiques dans votre État ?

OUI – veuillez préciser :

NON

TROISIEME PARTIE – AUTRES QUESTIONS SUR LE FONCTIONNEMENT

I. Formule modèle annexée à la Convention Notification

A. Versions PDF actives de la Formule modèle

- 56) Le Bureau Permanent a mis à disposition une version PDF active de la Formule modèle annexée à la Convention, sur le site web de la HCCH. Cette version active de la Formule modèle est actuellement disponible en anglais, en français et dans deux versions trilingues (anglais / français / ukrainien et anglais / français / russe). Ces formules actives se sont avérées très utiles. Aussi le Bureau Permanent serait-il enclin à rendre accessible d'autres versions trilingues de la Formule modèle dans ce même format (anglais / français / une des langues officielles d'un État partie). Les États qui souhaiteraient qu'une formule modèle comprenant (une de) leur(s) langue(s) officielle(s) soit également disponible dans un document PDF actif, sont invités à transmettre au Bureau Permanent le texte de la Formule modèle dans la langue officielle concernée, au format MS-Word. Le Bureau Permanent se chargera ensuite de produire une version active de ce document afin de la mettre en ligne sur le site web de la HCCH.

N'hésitez pas à nous faire part de tout commentaire à cet égard :

B. Formule de demande (art. 3)

- 57) La première case de la formule concerne l'« identité et adresse du *requérant* » [nous soulignons]. Selon le Bureau Permanent, le terme « requérant » doit être interprété comme renvoyant à *l'autorité expéditrice* à laquelle il est fait référence à l'article 3(1) (voir le Manuel Notification, para. 112 à 114). Votre État partage-t-il cette opinion ?

OUI

NON – quelle interprétation votre État retient-il pour ce terme ?

Le demandeur à l'instance

L'avocat représentant le demandeur (si celui-ci est différent de l'autorité expéditrice)

Le tribunal où se déroule l'instance dans l'État requérant

Autre – veuillez préciser :

- 58) Dans sa Conclusion et Recommandation No 48, la Commission spéciale de 2003 a approuvé à l'unanimité la suggestion d'insérer dans la Formule modèle les informations relatives aux autorités expéditrices et à leur compétence. Votre État se conforme-t-il systématiquement à cette Conclusion et Recommandation lors de l'envoi d'une demande de signification ou notification ?

OUI

NON – pour quelles raisons ?

C. Attestation (art. 6)

59) L'article 6(4) indique que l'Attestation doit être « directement adressée au requérant » [nous soulignons]. Selon le Bureau Permanent, le terme « requérant » doit, ici aussi, être interprété comme renvoyant à l'autorité expéditrice à laquelle il est fait référence à l'article 3(1). Votre État partage-t-il cette opinion ?

- OUI
- NON – dans ce cas, à qui l'Attestation est-elle transmise par l' / les Autorité(s) centrale(s) de votre État ou l'autorité désignée à cette fin :
- Au demandeur à l'instance
 - A l'avocat représentant le demandeur (si celui-ci est différent de l'autorité expéditrice)
 - Au tribunal où se déroule l'instance dans l'État requérant
 - A l'Ambassade représentant l'État requérant la plus proche
 - Autres – veuillez préciser :

II. Signification ou notification électroniques

A. Dans les affaires purement internes

60) La loi de votre État autorise-t-elle la signification ou notification des actes par télécopie, courriel, SMS, la publication d'un message sur un site web, ou par des technologies modernes analogues, dans les affaires purement internes ?

- NON – des projets sont-ils en cours visant à permettre la notification par le biais de telles technologies ?
- OUI – veuillez préciser :

NON

OUI – veuillez préciser :

- a. le cadre juridique et les situations pratiques dans lesquelles de telles technologies peuvent être utilisées (si nécessaire, veuillez décrire chaque cas) :

Dans le Droit brésilien, la communication des actes de procédure peut avoir lieu par la "citation", "intimation" ou "notification".

En 2006, on a introduit la possibilité juridique d'utiliser la Procédure Juridique Électronique. Il s'agit d'une procédure totalement électronique, qui sera disponible sur Internet

On voit, principalement, l'exemple de la Juridiction Spéciale Fédérale dans le développement de la « Juridiction Virtuelle », visant éliminer tout mouvement physique de procédures dans son domaine. Il y a aussi, dans le Judiciaire des États, plusieurs projets dans ce sens, soit pour les procédures ordinaires, soit pour les procédures des Juridictions Spéciales.

Dans la Procédure Juridique Électronique on a la communication électronique des actes de procédure. La Loi 11.419, du 19 décembre 2006, a apporté la permission et les paramètres pour la communication électronique des actes de procédure (citation et intimation), étant appliquée aux procédures civile, pénale et du travail, ainsi qu'aux juridictions spéciales, dans n'importe quel niveau de

juridiction. Il n'y a qu'une restriction par rapport à la citation, en Droit de Procédure Pénale et Infraactionnelle.

Enfin, Il est intéressant d'observer l'inclusion de la possibilité d'utilisation de commission rogatoire électronique, situation où la signature du juge devra être électronique. Cette possibilité se trouve dans le Code de Procédure brésilien, insérée par la Loi 11.419/2006.

- b. si une transmission sécurisée doit être utilisée pour certaines ou chacune de ces technologies et, si tel est le cas, quel type de transmission sécurisée est utilisé en pratique :

La sécurité de la procédure électronique, y compris la "communication électronique des actes de procédure", est assurée par l'enregistrement préalable des parties de la procédure dans le Pouvoir Judiciaire.

Dans le cas d'utilisation de Journal Électronique de la Justice, le site et le contenu des publications devront être signés de façon numérique, basé sur un certificat émis par l'autorité certificatrice accréditée Et, concernant la citation ou intimation faite par moyen électronique sur un portail propre avec accès pour ceux qui y sont inscrits, ce besoin d'enregistrement préalable apporte la sécurité.

Il est important de remarquer la création de la AC-JUS (<http://www.acjus.gov.br/>), autorité qui certifie et rend possible la définition des règles et profils de certificats, spécifiques pour les applications du Judiciaire. La AC-JUS est la première Autorité certificatrice créée et tenue par le Pouvoir Judiciaire, ce qui a aidé la mise en oeuvre de la Certification Numérique, permettant, de cette façon, le déploiement de la Procédure Judiciaire Électronique.

- c. si et comment la signification ou notification au destinataire a été constatée et prouvée dans de telles circonstances :

a) Journal Électronique de la Justice: Étant donné que la publication dans le Journal Électronique de la Justice est utilisée pour les cas dans lesquels la citation n'est pas personnelle, la preuve de la citation se produit uniquement avec la publication de la décision sur l'Internet. Les délais de procédure commenceront le premier jour utile après la date de publication.

b) Citation ou intimation par Internet, sur un portail propre accessible aux inscrits, dispensant la publication dans le Journal officiel (y compris électronique):

L'intimation sera considérée effectuée le jour où la personne intimée effectuera la consultation électronique du teneur de l'intimation, certifiant dans les actes électroniques sa réalisation. Cette consultation doit être faite dans les 10 jours passés comptés de la date d'envoi de l'intimation, sous peine de considérer l'intimation automatiquement effectuée à la fin de ce délai.

Juste comme information, on pourra remettre un courrier électronique communiquant l'envoi de l'intimation, à ceux qui demandent tel service. Mais le fait de recevoir l'e-mail n'est pas considéré intimation. Il est nécessaire d'accéder le portail.

B. Dans les affaires trans frontières hors champ d'application de la Convention Notification

61) Les autorités compétentes de votre État ont-elles signifié ou notifié des actes par télécopie, courriel, SMS, la publication d'un message sur un site web ou par une technologie moderne analogue dans le cadre d'une affaire transfrontière ne tombant pas dans le champ d'application de la Convention Notification ?

OUI – veuillez préciser :

- a. le cadre juridique et les situations pratiques dans lesquelles cela a eu lieu – notamment, si les dispositions d'un instrument régional ou bilatéral le prévoyaient ou en tout cas l'autorisaient (si nécessaire, veuillez préciser pour chaque cas) :
- b. si une transmission sécurisée doit être utilisée pour certaines ou chacune de ces technologies et, si tel est le cas, quel type de transmission sécurisée est utilisé en pratique :
- c. si et comment la signification ou notification au destinataire a été constatée et prouvée dans de telles circonstances :

NON

C. Les significations ou notifications électroniques et la voie de transmission principale en vertu de la Convention Notification

62) L' / Une Autorité centrale de votre État a-t-elle reçu des demandes de signification ou notification exigeant expressément que les actes soient signifiés ou notifiés par télécopie, courriel, SMS, publication d'un message sur un site web ou par une technologie moderne analogue ?

NON – veuillez indiquer ce que l'Autorité centrale répondrait si elle recevait une telle demande :

OUI

- a. De quel(s) État(s) ces demandes provenaient-elles ?
- b. Les demandes de signification ou notification contenaient-elles des informations quant aux circonstances particulières ou aux motifs justifiant que soit demandée l'utilisation de telles technologies ?
 - OUI – quelles étaient les circonstances ou raisons invoquées ? (veuillez cocher les cases correspondantes)
 - Urgence
 - Échec des tentatives précédentes de notification des actes par les moyens traditionnels.
 - L'autorité judiciaire ou le droit interne de votre État autorisent l'utilisation de telles technologies
 - Toutes les parties concernées ont (préalablement ou ultérieurement) donné leur consentement
 - Autre – veuillez préciser :

NON

- c. Votre État a-t-il effectivement réalisé ces significations ou notifications en utilisant de telles technologies modernes ?

NON – pour quelles raisons ?

OUI – veuillez préciser :

(i) le fondement juridique sur lequel repose l'exécution de ces demandes de notification :

(ii) si une transmission sécurisée a été utilisée, exigée ou demandée, et si oui, quel type de transmission sécurisée :

(iii) si et comment la signification ou notification au destinataire a été constatée et prouvée dans de telles circonstances :

- 63) Votre État, en tant qu'État requérant en vertu de la Convention Notification, a-t-il envoyé des demandes de signification ou notification à l'étranger en exigeant expressément que la signification ou notification des actes soit effectuée par télécopie, courriel, SMS, publication d'un message sur un site web ou par une technologie moderne analogue ?

NON

OUI

- a. À quel(s) État(s) ces demandes ont-elles été adressées ?

- b. Les demandes de signification ou notification contenaient-elles des informations quant aux circonstances particulières ou aux motifs justifiant que soit demandée l'utilisation de telles technologies ?

OUI – quelles étaient ces circonstances ou raisons invoquées ? (veuillez cocher les cases correspondantes)

Urgence

Échec des tentatives précédentes de notification des actes par les moyens traditionnels

L'autorité judiciaire ou le droit interne de votre État autorisent l'utilisation de telles technologies

Toutes les parties concernées ont (préalablement ou ultérieurement) donné leur consentement

Autre – veuillez préciser :

NON

- c. Ces demandes de signification ou notification ont-elles été effectivement réalisées en utilisant de telles technologies modernes ?

OUI

NON – veuillez fournir toute information dont vous disposez expliquant cette inexécution :

- 64) Quelle est la probabilité que votre État reconnaisse et exécute une décision étrangère dont l'acte introductif d'instance a été notifié à l'étranger par télécopie, courriel, SMS, publication d'un message sur un site web ou par une technologie moderne analogue (à supposer que toutes les autres conditions de reconnaissance sont remplies) ?

- Très probable
- Probable
- Improbable
- Cela dépend de la technologie utilisée – veuillez indiquer quelle forme de signification ou notification par technologie moderne serait acceptée par votre État :

65) Quelle est la probabilité que votre État reconnaisse et exécute un accord conclu par les parties à un contrat selon lequel elles consentent par avance à ce que la notification des actes se fasse par télécopie, courriel, SMS, publication d'un message sur un site web ou par une technologie moderne analogue ?

- Très probable
- Probable
- Improbable

Veuillez expliquer / commenter :

D. Les significations ou notifications électroniques et les voies de transmission alternatives en vertu de la Convention Notification

66) Votre État interprète-t-il l'expression « voie de la poste » de l'article 10 a) comme comprenant les transmissions par :

a. Télécopie

- OUI
- NON

Observations :

b. Courriel

- OUI
- NON

Observations :

c. SMS

- OUI
- NON

Observations :

d. La publication d'un message sur un site web

- OUI
- NON

Observations :

E. Divers

67) Merci de bien vouloir indiquer tout autre développement récent dans votre État concernant la signification ou notification par télécopie, courriel, SMS, publication d'un message sur un site web ou toute autre technologie moderne analogue (y compris, le cas échéant, dans des cas impliquant une des voies de transmission

alternatives prévues par la Convention Notification). Veuillez développer ci-après et fournir toute citation et / ou copie de décision ou article pertinents à cet égard (si cette information n'est pas écrite en anglais ou français, un résumé dans une de ces deux langues serait apprécié) :

Les récents changements survenus dans la législation brésilienne de procédure concernant la notification des actes de procédure ont été expliqués et décrits à la question 60.

68) Dans ses Conclusions et Recommandations Nos 60 à 62, la Commission spéciale de 2003 a noté (entre autres) que les termes de la Convention Notification n'empêchent ni n'imposent l'utilisation des technologies modernes en vue d'améliorer davantage le fonctionnement de la Convention et que les États parties à la Convention Notification devraient explorer toutes les voies par lesquelles les technologies modernes peuvent être utilisées. Votre État estime-t-il que l'utilisation des technologies modernes en vertu de la Convention Notification devrait être davantage encouragée par l'adoption de :

a. Conclusions et recommandations spécifiques à cet égard par la Commission spéciale de 2009 :

OUI

NON

Observations :

b. Un Protocole à la Convention Notification :

OUI

NON

Observations :

Merci !

* * *